

Politiques de l'anti-dette

Cet entretien fait la généalogie de la lutte anti-dette, des plaidoyers pour son annulation, comme de la création empirique, au service des combats politiques, des concepts d'«illégitimité», «d'illégalité», ou du caractère «odieux» des dettes publiques. Ou comment il apparaît nécessaire au Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde (CADTM) de s'allier avec les forces de l'opposition et les mouvements sociaux, dont les idées et les hommes, une fois parvenu(e)s au pouvoir pourront contester et renverser la dette et son «système». De l'Afrique à l'Amérique Latine, les audits sont source d'espoir, la plupart du temps déçus car oubliés par les opposants devenus des gouvernants. Où le comportement des dirigeants vis-à-vis de l'ordre financier se fait décisif... Mais parfois les audits rencontrent de grands succès. Retour sur l'expérience, faite d'intrigues et de dénouements inattendus, qui se jouent à peu de choses, d'un audit de la dette souveraine grecque. À la suite d'affinités politiques contingentes, certains soutiens politiques grecs situés aux marges des forces de gouvernement vont progressivement occuper des positions stratégiques dans la coalition Syriza au pouvoir et imposer cet audit. Quand le rêve d'es-

Entretien avec Éric Toussaint, porte-parole et un des fondateurs du réseau international du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde (CADTM)
Propos recueillis par Benjamin Lemoine

poir d'une nouvelle coopération internationale (une nouvelle conférence de Londres pour la dette grecque) paraît naïf et où s'imposent, selon Éric Toussaint, des actes souverains unilatéraux.

Savoir/Agir : Comment vous êtes-vous investi dans les combats contre la dette illégitime ?

Éric Toussaint : J'ai enseigné dans le secondaire (dans des établissements d'enseignement public, technique et professionnel) l'histoire et les sciences sociales entre 1975 et 1994. En enseignant à Liège, j'ai été confronté, dès les années 1980, à la crise de la dette de cette municipalité de 200 000 habitants, qui avait atteint un niveau catastrophique et impliquait un plan d'austérité extrêmement dur pour l'époque. Et ça m'a amené, avec toute une série de collègues et de différentes catégories de travailleurs, à analyser les origines de la dette qui était réclamée à la ville de Liège. Dans le même temps, avait éclaté la crise de la dette du tiers-monde :

le Mexique en 1982 s'était déclaré en défaut de paiement. En Amérique latine en particulier, plusieurs initiatives pour s'opposer au paiement de la dette impayable ont été prises dans les années 1980. De même, en Afrique, la thématique de la dette était portée par le jeune président burkinabé Thomas Sankara surtout à partir de 1985. Cela m'a amené à considérer, avec quelques autres qui ont fondé avec moi le CADTM en 1990 en Belgique, que c'était une thématique transversale, nouvelle, et qui justifiait la création d'une organisation spécifique, à l'image d'autres organisations bien connues comme *Greenpeace* ou *Amnesty International*. L'idée était de partir d'une thématique spécifique pour ensuite aborder les problèmes de la société et du système capitaliste global. Ce comité, qui était au départ une structure essentiellement belge, a connu grâce à ses publications en français un écho important en France, en Suisse romande, en Afrique francophone et à Haïti, au point que cette organisation au départ belge est maintenant implantée dans plus de 30 pays. Sur le plan de l'enseignement, tout en enseignant dans le secondaire, j'ai poursuivi des études et j'ai fait un doctorat en science politique aux universités de Liège et de Paris 8 en 2004. Ma thèse portait sur les enjeux politiques de l'intervention de la Banque mondiale et du FMI dans les pays en développement¹.

Savoir/Agir : Avant l'expérience de Liège, étiez-vous engagé politiquement ?

Éric Toussaint : Je me suis engagé très précocement dans la politique. J'avais

13 ans et demi en mai 1968 et j'étais déjà actif dans mon lycée depuis 1967. Je suivais de très près ce qui se passait à Paris, je lisais énormément : de Mao à Guevara, en passant par le Manifeste communiste et beaucoup de lectures politiques marxistes de différents courants. Cela m'a amené, dès 1970, à rejoindre le courant trotskiste, la IV^e internationale. En France, l'organisation membre de la IV^e internationale était la Ligue communiste révolutionnaire animée par Alain Krivine et Daniel Bensaïd.

Savoir/Agir : Au sein de la IV^e Internationale, il y avait une sensibilité à la question de la dette ou, au contraire, était-ce une position isolée ?

Éric Toussaint : Le CADTM a été créé en 1990. Ernest Mandel, un des dirigeants principaux de la IV^e internationale, avec lequel je collaborais activement, s'était prononcé dès 1986 pour l'annulation de la dette du tiers-monde². De plus, en 1989, à l'initiative de la Ligue Communiste Révolutionnaire en France s'était mise en place une coalition avec des personnalités comme le chanteur Renaud Sechan, l'écrivain Gilles Perrault. La coalition s'appelait « Ça suffat comme ci », et c'était une réponse unitaire large à l'initiative prise par François Mitterrand de convoquer pour le bicentenaire de la Révolution française une réunion du G7, ce qui était pris par la gauche au sens large comme une provocation. Renaud qui avait un attachement et une certaine admiration

1. Cf. <http://www.diffusiontheses.fr/50749-these-de-toussaint-eric.html>

2. Voir Ernest Mandel, « La dynamique infernale de la spirale de l'endettement », *Imprecor*, avril 1986 (<http://www.ernestmandel.org/new/ecrits/article/la-dynamique-infernale-de-la>).

à l'égard de Mitterrand, entré alors en conflit et en crise de confiance à l'occasion de ce bicentenaire. Un énorme concert gratuit a été donné à Vincennes par Renaud, son copain sud-africain Johnny Clegg et la Mano Negra. Il y a eu 150 000 personnes et à la manifestation de rue, au moins 80 000 personnes. Cette coalition avait comme thème principal la revendication de l'annulation de la dette du tiers-monde. Le texte fondateur du CADTM en Belgique est un texte, l'Appel de la Bastille pour l'annulation de la dette du tiers-monde³, qui a été rédigé en 1989 par des militants de la Ligue Communiste Révolutionnaire et Gilles Perrault. Il y a donc une filiation assez claire, au niveau de ce courant politique, à propos de la problématique de la dette, en particulier de la dette des pays du tiers-monde. Cette énorme campagne de 1989 a été cependant marginalisée par le succès de SOS Racisme. La place qu'occupait « Ça suffat comme ci » a été prise, quelques années plus tard, par SOS Racisme et Harlem Désir. Ce dernier avait à l'époque, dans les années 1990, des rapports réguliers avec le CADTM. C'était aussi le cas d'Arnaud de Montebourg, qui s'occupait comme député PS à l'Assemblée nationale de l'évasion fiscale mais aussi de l'aide au développement. Quand SOS Racisme a été lancé, ils ont repris la formule des grands concerts gratuits et des rassemblements et ont occupé un peu ce terrain-là. Il y a eu un renouveau du thème de la dette en France au moment du G7 à Lyon en 1996. Il y avait là Bill Clinton, Jacques Chirac, Tony Blair, etc. Le collectif qui s'est mis en place à Lyon s'est appelé « Les autres voix de la planète », qui

était le titre de la revue du CADTM. Dans ce contre-G7, le CADTM a joué un rôle clé dans les analyses et dans le contenu de la déclaration finale.

Dettes du Sud, dettes du Nord

Savoir/Agir : Il semble que pendant ces années on ait fait une nette différence, dans la lutte, entre la dette des pays du Nord et la dette des pays du Sud ?

Éric Toussaint : Oui, la dette des pays du Nord n'était pas considérée en 1990 comme une thématique clé. Pour moi, ça l'était pourtant déjà. Pour en venir à la situation actuelle, quand la crise bancaire qui a éclaté aux États-Unis a gagné l'Europe vers 2007-2008 et que, pour sauver les banques, une série de pays ont socialisé les pertes bancaires et que la dette publique s'est envolée, j'ai été convaincu immédiatement, avec d'autres membres du CADTM, qu'il fallait prendre en compte la nouvelle dimension que prenait la question de la dette publique dans les pays du Nord. On l'a fait avant que cela ne devienne manifeste pour beaucoup. Parce qu'en 2008-2009, il faut se rappeler que José Manuel Barroso, qui dirigeait la Commission européenne, a proposé comme première réaction une politique qui a fait penser à un tournant néo-keynésien. En fait, il ne s'agissait que d'amortisseurs sociaux. En France, Nicolas Sarkozy a lancé des primes pour soutenir l'industrie automobile. Une partie du mouvement altermondialiste, ou de la gauche dans ses différentes composantes, n'a pas compris que très vite, sous le prétexte de l'augmentation de la dette publique, on verrait se développer une offensive extrêmement

3. Voir <http://cadtm.org/Textes-fondateurs>

brutale d'austérité. Elle n'a été réellement perçue qu'à partir de 2010 et de la fameuse crise grecque, avec ce que les grands médias ont appelé « la crise des dettes souveraines ». Ce qui n'était *en fait* qu'une vaste opération de communication pour cacher l'essentiel, à savoir la poursuite de la crise bancaire et toute une série d'initiatives de la Banque centrale européenne et des gouvernements des pays de l'Union européenne et également des États-Unis pour, à l'aide des finances publiques, venir en aide aux banques et provoquer une augmentation de la dette. Dans un article d'octobre 2008⁴, j'annonçais très clairement ce qui s'est passé en 2010, comment allaient se dérouler les choses ; ce qui fait que nous étions, en tant qu'organisation, préparés à ce qui s'est produit effectivement. Nous avons d'ailleurs produit deux livres qui témoignent parfaitement de cela : *La crise, quelles crises ?* paru en décembre 2009 et *La Dette ou la Vie*, paru en 2011 et qui a reçu le prix du livre politique à la foire du livre politique à Liège la même année.

Savoir/Agir : Entre les années 1980 avec « Ça suffat comme ci » et 2007-2008, une vingtaine d'années se sont écoulées. Or la différence de perception entre dette du Nord et dette du Sud persiste. Comment l'expliquer ?

Éric Toussaint : Il y a un lien fort entre le CADTM et ce qu'on a appelé le courant tiers-mondiste. Le courant tiers-mondiste, ce sont les années 1960

et 1970⁵. Le CADTM est né à la fin de cette période. J'ai travaillé beaucoup avec Gilles Perrault dans les années 1990. Il s'est beaucoup engagé avec la parution de *Notre ami le roi*⁶ et la défense d'Abraham Serfaty⁷, qui était prisonnier politique dans les geôles de Hassan II. À ces contacts et ces thèmes, j'ajouterais René Dumont⁸ qui était une figure emblématique du tiers-mondisme. Il y amenait la dimension de l'écologie. Les filiations dans lesquelles s'inscrit le CADTM, on trouve donc des personnes qui au début des années 1990 avaient une soixantaine, voire soixante dix ans et qui s'étaient mobilisées dans la solidarité avec le tiers-monde.

Au cours de son évolution, le CADTM a donc connu une mutation : il est passé d'une organisation du Nord solidaire avec le Sud à un réseau de solidarité entre le Nord et le Sud à travers le thème des alternatives au système-dette.

Rapports aux contre-pouvoirs et pouvoirs : le succès équatorien

Savoir/Agir : Si on prend le cas de l'Équateur, comment les contacts ont-ils été pris avec les opposants, qui sont devenus les futurs dirigeants ?

Éric Toussaint : La règle générale, ce n'est pas la collaboration avec des auto-

5. Voir <http://cadtm.org/Ce-qui-est-tout-a-fait-intolérable>, <http://cadtm.org/Le-CADTM-et-la-coopération-au>, <http://cadtm.org/Le-CADTM-et-la-coopération-au,13144>

6. <http://www.gallimard.fr/Catalogue/GALLIMARD/Folio/Folio-actuel/Notre-ami-le-roi>

7. https://fr.wikipedia.org/wiki/Abraham_Serfaty

8. https://fr.wikipedia.org/wiki/Ren_%C3%A9_Dumont

4. <http://cadtm.org/Union-sacree-pour-sacree-arnaque>

rités, mais plutôt le travail avec des mouvements d'opposition. Essentiellement des mouvements sociaux et/ou des forces politiques radicales ancrés dans les couches populaires. Au cours de l'évolution de la situation politique d'un pays donné, des gens qui étaient dans l'opposition peuvent arriver au pouvoir. C'est typiquement le cas de l'Équateur. Le CADTM y travaillait pour une campagne en faveur de l'annulation de la dette de l'Équateur, mise sur pied par des Équatoriens à partir de 1997-1998, lorsqu'au niveau international, a été lancée la campagne *Jubilé 2000*⁹. L'année 2000 devait être une année jubilaire pour le monde chrétien, et toute une série d'organisations chrétiennes – ce n'est pas le cas du CADTM – qui ont des relations avec les pays du tiers-monde se sont engagés, dans la tradition chrétienne de la remise de dette, sur le thème : « *L'année 2000 doit être une année du pardon des dettes.* » L'Équateur est un pays chrétien et des chrétiens de gauche se sont lancés dans cette campagne. J'avais été invité en Équateur, en 1999 et en 2000, par ce mouvement chrétien pour l'annulation de la dette et par un centre de défense des droits économiques et sociaux (le CDES), qui lui n'est pas dans la famille chrétienne. Rafaël Correa, l'actuel président du pays, est issu de la petite bourgeoisie, du mouvement chrétien et du mouvement scout, influencé aussi par la théologie de la libération. En 2007, quand Correa a commencé son mandat, il a pris comme ministre des Finances, Ricardo Patino¹⁰, le dirigeant du mouve-

ment contre la dette avec qui je travaillais depuis des années. En avril 2007, j'ai été invité par Ricardo Patino, ministre des Finances, à une réunion du « mouvement dette » pour contribuer à la rédaction de décret présidentiel qu'allait adopter Rafael Correa et visant à instituer une commission d'audit de la dette.

Nous ne nous disons pas nécessairement que les mouvements avec lesquels nous travaillons vont arriver au pouvoir. Mais de fait, à certains moments, des gens avec qui on travaillait depuis un certain temps y arrivent... Par exemple, quand j'ai rencontré en 2007 le ministre de l'Économie équatorien de 2008, devenu président de la Banque centrale du pays en 2010, il m'a dit : « Tu ne te souviens pas de moi, mais je suis venu aux réunions du CADTM en 1992 parce que je faisais mes études d'économie à l'université catholique de Louvain et je suis venu à des séances du CADTM. »

L'ambivalence des dirigeants vis-à-vis de l'ordre financier et de la dette

Savoir/Agir : En quoi a consisté votre participation au combat de l'Argentine contre ses créanciers procéduriers et récalcitrants, les fonds vautours, pour une restructuration de la dette du pays ?

Éric Toussaint : La loi adoptée par la Belgique contre les fonds vautours en 2015 est un des résultats de notre travail¹¹. Nous ne pratiquons pas d'habitude le *lobbying* – à la différence d'Eurodad, autre organisation

9. https://en.wikipedia.org/wiki/Jubilee_2000

10. Pour une biographie détaillée, voir en esp. : https://es.wikipedia.org/wiki/Ricardo_Pati_%C3%B1o et en anglais : https://en.wikipedia.org/wiki/Ricardo_Pati_%C3%B1o Cette biographie est fiable.

11. Voir le texte de la loi et de l'exposé des motifs : <http://www.dekamer.be/FLWB/PDF/54/1057/54K1057001.pdf>

mobilisée sur la question de la dette. Néanmoins, nous avons travaillé avec des parlementaires belges, surtout des socialistes, des écologistes, pas évidemment avec les néolibéraux. Cela a fini par donner des résultats et permis de constituer une majorité.

S'agissant de l'Argentine, j'ai critiqué l'orientation de la présidente du pays, Cristina Kirchner, qui voulait absolument restructurer sa dette avec le club de Paris. Ils ont fini par le faire, et ça leur coûte très cher¹². Ils ont une stratégie de bon élève. Même si, au niveau du discours, ils ont adopté une stratégie d'affrontement avec le FMI, parce qu'il est très mal vu par la population argentine. Ils ont aussi pensé que François Hollande allait vraiment les aider, parce que la France a accepté d'être *amicus curiae* dans le procès intenté contre l'Argentine par les fonds vautours aux États-Unis. Ils ont pensé à tort que Hollande allait se mouiller.

Savoir/Agir : L'expérience grecque a été particulièrement marquante, même si elle a finalement avorté... Comment l'expliquez-vous ?

Éric Toussaint : La capitulation grecque est aussi une capitulation devant les intérêts financiers dominants liés au système-dette. Cette expérience a aussi été l'occasion d'une recomposition inédite du champ politique grec. Elle s'est jouée également dans les changements d'orientation politique du petit cercle gravitant autour d'Aléxis Tsípras. Mon hypothèse est claire : le noyau autour de Tsípras – je ne parle pas du bureau

politique de Syriza, car ils n'y ont pas discuté, ni dans le comité central –, avec Yannis Dragasakis, le vice-premier ministre actuel qui joue un rôle clé, a pris dans les moments décisifs l'orientation suivante : « Il faut éviter à tout prix l'affrontement avec le grand capital grec, avec les banquiers grecs et les armateurs. » Les deux derniers sont liés, totalement interpénétrés. De même, ce noyau considérait qu'il fallait éviter l'affrontement avec les institutions européennes. Toute une série de renoncements en chaîne en ont découlé : « Si on veut éviter l'affrontement avec ces deux ennemis-là, il faut donner au niveau grec des garanties aux banquiers et leur dire qu'en cas d'accession au gouvernement de Syriza, on n'affectera pas leurs intérêts. Donc pas de nationalisation ou de mesure contraignante à l'égard des banques. » Par rapport à l'Union européenne, il fallait mettre de côté l'audit et la suspension des paiements et s'engager à dire qu'on respectera l'équilibre budgétaire demandé par les instances européennes. L'idée est de considérer que les mesures pour aller contre l'austérité seraient contre-balancées par des recettes fiscales capables de garantir le maintien de la discipline fiscale exigé par la Commission européenne. Ils se sont dits : « Si on leur garantit cela, si on ne touche pas aux banquiers, ils vont nous laisser arriver au gouvernement et on va pouvoir gouverner ». C'est le programme de Thessalonique...

Savoir/Agir : Quel est ce noyau dur autour de Tsípras et son évolution : comment l'avez-vous perçu au prisme de la question de l'audit ?

Éric Toussaint : Avant la victoire électorale de Syriza, j'ai eu deux tête-à-

12. <http://cadtm.org/L-Argentine-signe-un-accord-dit>

tête importants avec Aléxis Tsípras. La première fois, en octobre 2012, il était accompagné de John Milios qui à l'époque était son conseiller spécial sur les questions économiques, moi j'étais en compagnie de Yiorgos Mitralias, le responsable du CADTM en Grèce. John Milios¹³ a été éloigné par Tsípras, à partir de la fin 2014, pour des raisons d'orientation politique, et bien qu'il fût pourtant fort modéré... L'autre conseiller économique qui a imprimé ses choix au sein de l'équipe de Tsípras n'est autre que Yannis Dragasakis¹⁴, un personnage très influent. Il était vice-premier ministre dans le premier gouvernement de Tsípras, il l'est encore aujourd'hui et mène la politique économique. Dragasakis avait depuis des années des liens avec les banquiers. Lui-même a été administrateur d'une banque commerciale de taille moyenne. Il fait en quelque sorte le pont entre Tsípras et les banquiers. Syriza est une formation nouvelle, et donc ses *leaders* politiques ont relativement peu d'enracinement dans les sphères étatiques – contrairement, par exemple, au Parti socialiste français dont l'histoire est liée à la République et à la gestion des affaires de l'État. À ce titre, le profil du nouveau proche conseiller économique de Tsípras détonne. Alors qu'en 2012 et 2013, parmi les dirigeants de Syriza aucun n'avait occupé une fonction longue dans l'État, le seul à avoir été ministre à un moment donné, pendant quelques mois en 1989, c'est... Dragasakis¹⁵.

13. https://en.wikipedia.org/wiki/John_Milios

14. https://en.wikipedia.org/wiki/Yannis_Dragasakis

15. Sur Dragazakis et sur le bilan de Syriza, voir le point de vue de Stathis Kouvelakis dans la *New Left Review* de janvier-février 2016 <https://newleftreview.org/II/97/stathis-kouvelakis-syriza-s-rise-and-fall>. Voir aussi le

Savoir/Agir : Comment s'est manifestée cette frilosité nouvelle de ce qu'il reste de Syriza avec les puissances d'argent ?

Éric Toussaint : Sur la question de l'audit, alors que cela a longtemps fait partie du cœur du programme de Syriza, la radicalité de la proposition s'est progressivement effritée... Initialement, dans le programme de 2012, la formule évoquait même une « suspension du paiement de la dette pendant les travaux d'une commission d'audit internationale et tant que la reprise économique n'a pas redémarré », ce qui signifie que la suspension peut durer longtemps ... Au cours d'une entrevue avec Tsípras, en octobre 2012, mes doutes sur son changement d'orientation ont été confirmés. Deux jours avant, le *Wall Street Journal* avait publié les notes secrètes de la réunion du FMI du 9 mai 2010 qui indiquait explicitement qu'une dizaine de membres de la direction du FMI (comprenant 24 membres) était contre le Mémorandum en assumant que cela n'allait pas marcher, parce que c'était un sauvetage des banques françaises et allemandes et non un plan d'aide à la Grèce. J'ai dit à Tsípras et à son conseiller économique : « Vous avez là un argument en béton pour aller contre le FMI, parce que si on a la preuve que le FMI savait que son programme ne pouvait pas marcher et savait que la dette ne serait pas soutenable, on a le matériau permettant de porter le fer sur *l'illégitimité et l'illégalité de la dette*. » Tsípras m'a répondu : « Mais écoute ... le FMI prend ses

bilan tiré par Antonis Ntavanelos <http://www.anti-k.org/2015/12/19/premieres-reflexions-sur-un-bilan-de-notre-parcours-avec-syriza-i/>

distances par rapport à la Commission européenne. » J'ai bien vu qu'il avait lui en tête que le FMI pourrait être un allié de Syriza au cas où Syriza accéderait au gouvernement.

Une nouvelle « conférence de Londres » ? L'espoir de coopération internationale versus « l'action souveraine unilatérale »

Savoir/Agir : Quelles étaient les divergences de vue sur la question de la dette ?

Éric Toussaint : Pendant un temps, une des idées était de tenir une grande conférence internationale sur la réduction de la dette à Athènes en mars 2014. Tsípras me demandait de contribuer en essayant de convaincre une série de personnalités internationales de répondre positivement à l'invitation. Je devais dresser une liste de participants : j'avais proposé des personnes comme Joseph Stiglitz, Rafael Correa et toute une série de personnes engagées dans le combat sur la dette, mais d'un point de vue radical. Et notamment des membres de la commission d'audit de la dette équatorienne qui avaient travaillé avec moi en 2007 et 2008. J'ai remarqué que sur la liste que j'avais dressée, Rafael Correa ne l'intéressait pas du tout. Il voulait Lula et Cristina Fernandez. Pour lui l'Équateur, c'était trop radical. Et bien sûr, il voulait, mais je trouvais que c'était tactiquement justifié, Stiglitz et James Galbraith. Mais dans sa tête ce n'était pas du tout pour créer une commission d'audit, mais convoquer les différents pays membres de l'Union européenne à une conférence européenne sur la dette, à l'image de l'accord de Londres de 1953, lorsque

les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale ont concédé une réduction de dette très importante à l'Allemagne de l'Ouest. Je lui ai dit qu'il n'y avait aucune chance que cela se réalise. Que, comme dirigeant de Syriza, il était parfaitement légitime d'avancer ce plan A, mais qu'il était impensable que Draghi, Hollande, Merkel, Rajoy y consentent et embrayent là-dessus. Il faut un plan B, dans lequel, il doit y avoir la commission d'audit. On s'accorde pour que je prépare avec eux une conférence européenne sur la dette qui devait se tenir en mars 2014 à Athènes. Mais le Parti de la gauche européenne finit par convoquer une conférence à Bruxelles au printemps 2014. Lors de cette conférence, je me retrouve dans un panel avec Euclide Tsakalotos (en juillet 2015, il a remplacé Yánis Varoufákis au poste de ministre des Finances) et je me rends compte dès ce moment qu'il n'est absolument pas favorable à un plan B portant sur la dette, les banques, la fiscalité et que son plan était de négocier à tout prix avec les institutions européennes pour obtenir une réduction de l'austérité.

Savoir/Agir : Comment malgré tout l'idée de l'audit a-t-elle réussi à faire son chemin ? Quels étaient vos appuis et comment êtes-vous entrés en contact avec les potentiels porteurs de la revendication de l'audit en Grèce ?

Éric Toussaint : Le début des liens avec les forces contestataires en Grèce peut être daté de décembre 2010, quand la députée Sofia Sakorafa intervient au Parlement grec pour affirmer qu'une Commission d'audit de la dette, inspirée de ce qui s'est passé en Équateur, est nécessaire. Le parlement alors dominé

par le Pasok et Nouvelle Démocratie n'avait aucun intérêt à faire la clarté sur la dette, et cette proposition a donc été rejetée. Néanmoins le combat a été mené sur d'autres terrains que celui des professionnels de la politique. Par exemple en s'arrimant aux mouvements sociaux – à travers l'occupation de places publiques, le mouvement des Indignés était fort présent à Athènes, Thessalonique –, en constituant un comité d'audit citoyen et en s'appuyant sur un documentaire (*Debtocracy*, réalisé par Aris Chatzistefanou, téléchargé par plus de 1,5 million de personnes en 6 semaines sur une population de 10 millions). Peu de responsables politiques de gauche ont soutenu l'initiative à son commencement... Le ministre des Finances du gouvernement Tsípras, Yánis Varoufákis, a par exemple déclaré dans une lettre publique, quand nous l'avons contacté en 2011, qu'il ne pouvait pas soutenir cette initiative d'audit citoyen, car s'il s'agissait de proposer à la suite de l'audit une suspension de paiement, cela conduirait à la sortie de la zone euro et ramènerait la Grèce à l'âge de pierre.

Savoir/Agir : Comment l'audit a-t-il pu quand même, dans ces conditions, s'imposer comme une priorité nationale ?

Éric Toussaint : Tout d'abord les personnalités qui avaient soutenu le projet d'audit dès le départ étaient devenues des personnages importants du nouveau gouvernement Syriza en 2015. Nikólaos Chountís qui avait mandaté début janvier 2015 un haut fonctionnaire européen grec à la retraite – Georges Caravelis – pour

travailler avec moi à la préparation d'un audit, avait été nommé vice-ministre en charge des relations avec les institutions européennes. Panayiótis Lafazánis, l'un des six « super ministres » dans la hiérarchie protocolaire du premier gouvernement Tsípras, avait soutenu dès 2011 l'audit citoyen de la dette et était pour une suspension du paiement¹⁶. De même, Georges Katrougalos¹⁷, membre lui aussi de l'audit citoyen de la dette, avait été nommé vice-ministre de la réforme administrative. Je l'ai rencontré dès mon arrivée à Athènes, je lui ai demandé à être mis en contact avec la nouvelle présidente du parlement grec afin d'installer la commission d'audit. Zoé Konstantopoulou venait d'être élue avec 290 voix, soit plus de 90 % des députés. Par l'intermédiaire de Katrougalos, elle a répondu immédiatement de façon positive.

Je lui ai proposé de réunir une équipe internationale et de convaincre ses membres de se mettre au travail bénévolement. Elle m'a dit qu'elle comptait sur moi, cela s'est fait en une heure. À la fin de notre rencontre, nous étions le 16 février 2015 au soir, elle a convoqué la presse du parlement et publié un communiqué sur le site du parlement dans l'heure qui a suivi, où elle a dit qu'elle m'avait rencontré et qu'elle avait discuté de la mise en place d'une commission d'audit ... En tant que présidente du Parlement, elle occupe un poste très important, dans la hiérarchie

16. P. Lafazanis est le principal leader de l'Unité populaire, le mouvement qui a quitté Syriza fin août 2015. N. Chountis, membre lui aussi de l'Unité populaire, est devenu député européen en septembre 2015.

17. G. Katrougalos a accepté la capitulation de Tsípras et a été désigné ministre du Travail dans le gouvernement Tsípras II.

c'est le deuxième (après le président et avant le premier ministre), et surtout elle a la confiance de Tsípras avec qui elle procède en bonne intelligence sur ce coup. Néanmoins, tout cela semble encore reposer sur un édifice fragile : depuis début avril, Zoé Konstantopoulou et Georges Katrougalos étaient les bêtes noires de la presse et de la droite grecques. Konstantopoulou était dépeinte comme une irresponsable. Katrougalos m'a confié alors : « Écoute, la réunion de démarrage des travaux publics de l'audit va avoir lieu au parlement demain. Je crains qu'il n'y ait aucun ministre à part moi, et qu'il n'y ait pas de soutien véritable à cette initiative. » Je vois Zoé au milieu de la nuit, elle me dit : « Alexis Tsípras sera là demain matin, le président de la république sera là demain matin, et une majorité de ministres seront là demain matin... » Je dors mal. On commence à 10 heures 30 du matin et effectivement sont en séance, le président de la république, la présidente du parlement, le premier ministre, et une dizaine de ministres, y compris le ministre de la défense Panos Kamenos, le président des grecs indépendants. Tout le monde semble appuyer la démarche de concert.

Savoir/Agir : Vous vous mettez donc au travail ?

Éric Toussaint : Pendant deux mois et demi, nous avons fait des auditions, nous avons fait venir un négociateur grec au FMI pour la période 2010-2011, nous avons fait venir un ancien conseiller de Barroso, l'ancien président de la Commission européenne. Pour la période 2010-2011-2012, nous avons étudié toutes les dettes telles qu'elles sont réclamées par les créanciers

actuels de la Grèce, dans quelles conditions elles ont été contractées etc. Nous avons défini les critères – tirés du droit national et international – que nous allions utiliser pour identifier les dettes illégitimes, illégales, insoutenables ou odieuses¹⁸. Là encore ... on sentait grandir un fossé entre ce que nous faisons et ce à quoi consentait de son côté le gouvernement à l'égard des créanciers et des institutions européennes. Quand 7 milliards étaient utilisés pour rembourser la dette financière, on évaluait à 200 millions d'euros les dépenses réalisées pour résoudre les problèmes de la crise humanitaire : les problèmes de santé, les problèmes posés aux retraités, les 300 000 familles qui n'avaient plus de raccordement électrique. Il est clair qu'il fallait faire d'autres choix. Personnellement, j'étais convaincu que l'orientation prise par Tsípras conduisait à l'échec¹⁹.

Savoir/Agir : Comment la popularité de l'audit s'est-elle construite ?

Éric Toussaint : Un moment phare fut l'audition de Panayiotis Roumeliotis, l'ancien négociateur de la Grèce au FMI, qui est un des hommes de confiance de l'ancien premier ministre du Pasok, Giórgos Papandréou, et un ami personnel de Dominique Strauss-Kahn, parce qu'il a fait ses études à Paris. J'ai eu un contact en tête à tête avec lui et lui ai montré que j'avais des

18. Rapport préliminaire de la Commission pour la vérité sur la dette publique grecque, <http://cadtm.org/Rapport-preliminaire-de-la>

19. Voir Éric Toussaint, «Grèce : pourquoi la capitulation ? Une autre voie est possible», <http://cadtm.org/Grece-pourquoi-la-capitulation-Une,12143> publié le 27 août 2015

documents secrets du FMI, et notamment les notes d'une réunion, que j'avais eues par la présidente du parlement qui avait décidé de déclassifier ces documents – obtenus à la suite d'une enquête ouverte lors de la précédente législature sur des affaires criminelles en matière financière. Au cours de cette réunion du FMI, une dizaine de dirigeants reconnaissaient explicitement que l'aide apportée par le FMI est avant tout une aide aux banques françaises et allemandes. Cela est dénoncé fermement par le directeur exécutif du Brésil, mais aussi par le représentant suisse ! Pour répondre à ces accusations sur la légitimité des prêts et de l'aide choisie par le FMI, les directeurs exécutifs français, allemand, et hollandais ont répondu selon le compte rendu officiel : « Nous garantissons que nos banquiers français, allemands et hollandais ne vendront pas des titres grecs sur le marché secondaire, nos banquiers resteront exposés à la Grèce, comme ils le sont aujourd'hui ». Ils ont donc menti à leurs collègues pour les convaincre de voter et surmonter leurs réticences. De même, au cours de cette séance, des voix s'élèvent pour dénoncer le fait que la direction a fait changer le règlement du FMI sur la conditionnalité des prêts : jusque-là, le FMI ne pouvait prêter à un pays que si, en prêtant à ce pays, la dette devenait soutenable. Comme ils savaient parfaitement qu'en prêtant 30 milliards à la Grèce, la dette deviendrait non soutenable, voire deviendrait plus insoutenable même, ce règlement a été modifié, pour retenir un autre critère : on prête à un pays si le fait de lui prêter de l'argent peut éviter une crise bancaire internationale. Ce qui constitue, à nos yeux, la preuve que la menace, c'était la faillite

des banques françaises et allemandes qui avaient trop prêté tant au secteur privé qu'aux pouvoirs publics grecs, dans le but de faire des profits énormes, et sans appliquer des mesures de précautions qu'elles auraient dû appliquer, en limitant les prêts aux agents grecs. Rouméliotis a témoigné. Je l'ai interrogé, la présidente du Parlement aussi, il nous a répondu... puis des membres de la commission l'ont interrogé, il leur a répondu. Cette audition, tout à fait exceptionnelle, a duré 8 heures. C'était, comme toutes les séances, retransmis en direct à la télévision, sur la chaîne du parlement qui a vu exploser son taux d'audience... Les médias privés qui boycottaient au départ les travaux de la commission et nous traitaient comme des rigolos s'y sont intéressés parce que des annonceurs publicitaires les ont alertés...

L'acte souverain et la fin du système-dette de privatisation des bénéfiques et de socialisation des pertes

Savoir/Agir : Quel est l'apport majeur de l'audit dans le cas de la Grèce ?

Éric Toussaint : Rompre, preuve à l'appui, avec une narration politique dominante de la crise grecque élaborée par le FMI, le directeur de la BCE et le commissaire européen José Manuel Barroso. L'explication qui a été donnée est totalement contraire à la vérité qu'a fait éclater l'audit. La dette publique aurait atteint un niveau insoutenable suite à l'excès de dépenses publiques, à cause d'un État social beaucoup trop développé, d'un système de retraites trop avantageux, ou encore en raison

d'une incapacité, par essence, à collecter l'impôt. Or nous montrons dans le rapport d'audit que ce qui est frappant avant tout, c'est l'explosion de la dette privée, phénomène qui déborde largement le cas grec. Au début des années 2000, un surplus de liquidité a été mis à disposition des grandes banques européennes, en particulier des grandes banques françaises, allemandes et d'autres pays dits du « centre économique » de l'Europe. Ces grandes banques ont déversé des quantités énormes de flux financiers, qui se sont accélérés avec l'entrée de la Grèce dans la zone euro, parce que les grandes banques françaises et allemandes avaient la certitude qu'en cas de problème, il n'y aurait pas de dévaluation et pas de pertes, grâce à la zone euro, mais aussi parce que leurs prêts massifs à des agents grecs, privés principalement et non pas publics, seraient garantis ensuite par la Banque centrale européenne et la Commission qui feraient le nécessaire pour venir en aide aux créanciers. Ce qui s'est effectivement passé. À noter que des flux massifs de capitaux financiers se sont également produits vers l'Espagne et le Portugal.

Savoir/Agir : Y a-t-il ici une continuité avec le cas d'autres dettes odieuses, illégitimes de pays dits « en voie de développement » ?

Éric Toussaint : Oui, et comme à d'autres moments de l'histoire, à un moment donné, les flux s'arrêtent, généralement pour des raisons propres aux pays du centre et également liées à des circonstances (éclatement de bulles spéculatives avec crises bancaires) dans les pays de la périphérie (éclatement

d'une bulle spéculative provoquée par un afflux massive de capitaux venant du centre). On avait donc une augmentation énorme de la dette privée. Alors qui s'endettait en Grèce ? Qui est derrière cette dette privée ? C'étaient les ménages grecs qui recevaient des prêts des banques grecques, ou même des banques allemandes et des banques françaises qui leur prêtaient directement. C'étaient les entreprises non financières grecques qui empruntaient aussi massivement à l'étranger et à bon compte. C'étaient aussi les banques grecques qui s'endettaient auprès des banques françaises et allemandes pour ensuite faire des prêts aux ménages et aux entreprises. Bien sûr il y a eu un endettement public qui a crû suite à des dépenses militaires trop élevées, notamment encouragées par les fournisseurs d'armes privés allemands, français et nord-américains. Mais la situation critique de la fin 2009, ce n'était pas le risque d'un défaut de la Grèce sur le paiement de sa dette souveraine. Le risque, c'était l'incapacité à continuer le remboursement des différents agents grecs qui s'étaient endettés. C'est ce contexte de la possibilité d'une faillite en chaîne des banques grecques, puis françaises et allemandes (et même américaines !) qui a créé la panique du côté des institutions internationales.

Savoir/Agir : En somme, on a une causalité financière et bancaire plutôt qu'une causalité budgétaire ou liée aux finances publiques

Éric Toussaint : Oui et c'est là qu'opère le récit, car pour expliquer la nécessité d'apporter 110 milliards à la Grèce, pour sauver le système financier grec et le système financier français et alle-

mand, il fallait une narration acceptable pour l'opinion publique. Et il n'était pas possible de dire en 2010, de la part des autorités européennes et du FMI, qu'on allait sauver les banquiers. On l'avait déjà fait depuis 2007, 2008, l'opinion publique en avait assez de cette narration, et on en a changé. C'était : « Les pouvoirs publics grecs avaient trop dépensé. » Papandréou a falsifié les statistiques grecques, passé un accord avec la direction de l'Office de statistiques grecques pour exagérer le déficit de l'État grec, pour augmenter le montant de la dette grecque, et le pourcentage de la dette par rapport au PIB, en intégrant dans la dette des éléments qui ne devaient pas y être et qui étaient en contradiction avec les normes comptables européennes d'Eurostat (dépenses de santé publique, rémunération à verser à Goldman Sachs, dettes d'entités publiques qui ne sont pas à charge du gouvernement central). Ce qui fait l'objet de procédures judiciaires en Grèce, avec des preuves absolument claires et nettes.

Savoir/Agir : Quelles issues « par le haut » propose l'audit ?

Éric Toussaint : Le droit international permet à des États confrontés à une attitude *unfair*, malhonnête, des créanciers et des autorités qui réclament le paiement d'une dette, de recourir à des « contre-mesures », soit des mesures souveraines et unilatérales d'auto-défense : suspension de paiement, dénonciation des contrats de dette, mais aussi répudiation de la dette illégitime. ■